

Pesticides Danger, du champ à l'assiette

Pesticides, santé, environnement : le risque 0 existe-t-il ? Non, répondent les invités à la table-ronde organisée à Mulhouse par les Missions eau d'Alsace en ouverture de la Semaine des alternatives aux pesticides. Témoignages d'un agriculteur malade du Jura, d'une sénatrice agronome qui a présidé une mission parlementaire, d'un médecin toxicologue et d'un militant de l'association Générations futures (lire aussi le reportage en page 34).

« Un scandale comme l'amiante »

En 2008, Denis Camuset a contracté un cancer, reconnu comme maladie professionnelle en 2011. Depuis, il est paralysé des jambes.



Denis Camuset, agriculteur.

Les premières victimes des pesticides sont leurs utilisateurs : cancer, malformations congénitales, infertilité, problèmes neurologiques sont plus fréquents chez eux. « Je suis la preuve vivante que les pesticides peuvent faire du mal », dit Denis Camuset, agriculteur. Il avait 44 ans quand s'est déclaré un lymphome. « Je n'avais jamais été malade avant. J'ai dû me battre pour faire admettre que j'avais été empoisonné par les pesticides. Je me suis heurté à des murs. »

Sans protection

Quand il s'était installé dans les années 1980 à La Loye (Jura), il était fier de montrer à son père l'effet des fongicides sur le blé : « Les rendements augmentaient. Je n'avais aucune notion des dangers. Le matériel de pulvérisation était rudimentaire, le tracteur n'avait pas de cabine, on travaillait sans protection. »

Aujourd'hui, il cherche à modi-

fier les pratiques dans son exploitation – élevage de Charolais et culture de blé – avec son fils, étudiant en agronomie. « C'est une révolution pour qui a été bercé pendant 25 ans dans l'idée qu'on ne peut pas faire sans pesticides. Nous avons balayé toutes les techniques de travail du sol, nous sommes devenus des applicateurs de chimie. Les écoles doivent remettre l'agronomie au programme. C'est difficile d'être agrobiologiste, il faut avoir beaucoup de connaissances. Maintenant, je n'utilise plus qu'un fongicide quand mes voisins en utilisent 5 ou 6, et leur revenu n'est pas supérieur au mien. Le change-

ment doit se faire graduellement. »

Dans son village, « plein d'agriculteurs ont des leucémies, des cancers. » Sur internet, il a beau chercher des études sur les effets des pesticides : « On ne trouve pas grand-chose sur les sites français. » Sa combativité lui a permis, fait rare, de faire reconnaître sa maladie comme professionnelle. Il a rejoint l'association Phyto Victimes, créée avec l'association Générations futures pour venir en aide aux victimes des pesticides. Il y milite pour donner aux autres agriculteurs le courage de se battre. « C'est encore un sujet tabou. Après le procès, ce fut l'omerta totale chez mes collègues de la Chambre d'agriculture, du syndicat, du journal agricole régional. Vous ne verrez jamais un agriculteur revêtir une tenue de protection : c'est peu pratique, pas toujours efficace, et le consommateur pourrait se poser des questions sur la dangerosité des aliments que nous produisons. Les pesticides, ce sera un scandale du même style que l'amiante. »

■ **CONTACTER** Association Phyto-Victimes. Mail : contact@phyto-victimes.fr www.phyto-victimes.fr

105 recommandations

Sénatrice UMP des Yvelines, Sophie Primas a présidé la mission sénatoriale d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé qui s'est conclue par 105 recommandations pour réduire les risques.

« C'est un sujet passionnel qui divise », assure cette sénatrice, agronome de formation, qui préfère la raison à la passion. La mission sénatoriale qu'elle a présidée en 2012 a réuni des élus de toutes tendances, procédé à 95 auditions, entendu 205 personnes. Pour aboutir « à des positions communes ».

Risques pour la santé : sous-évalués

Cette mission a dressé cinq constats qui, bien que rédigés pour ne froisser personne, ont de quoi inquiéter : « Les dangers et les risques des pesticides pour la santé sont sous-évalués. Le suivi des produits après leur mise sur le marché n'est qu'imparfaitement assuré. Les protections contre les pesticides ne sont pas à la hauteur des dangers et des risques. Les pratiques industrielles, agricoles et commerciales n'intègrent pas suffisamment la préoccupation de l'innocuité pour la santé du recours aux pesticides. Le plan Ecophyto 2018, qui prévoit de réduire de 50 % en dix ans la quantité de pesticides, doit être renforcé. »

Que proposent les sénateurs ? « On n'ira pas vers l'extinction totale des pesticides, estime l'élue. Mais nos 105 recommandations seront intégrées dans diverses lois. » Elles concernent l'information, la prévention, la formation, les autorisations de mise sur le marché, la vente des produits, les méthodes alternatives... Parmi elles, interdire la vente de pesticides dans les grandes surfaces alimentaires, la réserver



Sophie Primas, sénatrice.

aux jardineries et coopératives agricoles avec obligation pour le vendeur de proposer des alternatives et de conseiller sur les précautions à prendre.

La sénatrice reconnaît que des associations comme Générations Futures, « virulentes parfois, ont fait leur travail ». Et que « le monde agricole progresse vite : il se remet en question ». Elle appelle à former des agronomes, toxicologues, entomologues... : « Il faut redonner le goût de la science et de la recherche, il faut cesser de diviser les gens, de stigmatiser les agriculteurs et d'accuser les experts de conflits d'intérêt : ça démotive. » En Bretagne, elle a découvert l'agriculture bio : « Des gens qui ont beaucoup de connaissances. » Aux consommateurs, elle rappelle qu'une « pomme tachée ou véreuse, c'est une pomme où il y a de la vie ».

■ **SE RENSEIGNER** www.senat.fr/commission/missions/pesticides/index.html

« Le risque zéro n'existe pas »

Il y a danger pour les utilisateurs de pesticides et pour les consommateurs, estime le professeur Philippe Hartemann.

« Oui il y a danger. 95 % des pesticides viennent de l'alimentation, 5 % de l'eau et de l'air. Il faut le savoir pour réduire les risques », assure le Dr Hartemann, médecin chercheur en toxicologie au CHU de Nancy. « Il faut choisir ses produits quand on fait ses courses, regarder de quels pays ils viennent. Certains pays comme l'Espagne utilisent des pesticides interdits en France. Il faut peler les pommes traitées car les pesticides se concentrent dans la peau ».

Prendre des précautions

Évaluer le rapport bénéfice/risque, c'est le métier de ce toxicologue. « Pour les perturbateurs endocriniens, comme le bisphénol A, nous avons proposé de l'interdire dans les jouets, de le garder pour les cathéters car pour l'instant il n'y a pas d'alternatives moins toxiques. Nourrir un bébé par cathéters présente plus de bénéfices que de risques. » Si le Dr Hartemann ne se définit pas comme un « pro pesticides », il est convaincu « qu'on a encore besoin des pesticides ». « Le risque est fonction du danger de la molécule et de la nature de l'exposition : on peut limiter le risque en limitant l'exposition, en prenant des précautions lors de l'utilisation de pesticides. Mais le risque zéro n'existe pas, car on ne saura jamais tout. »

Les pesticides provoquent-ils des cancers ? « C'est très difficile de savoir quelle est l'origine d'un cancer. Chaque personne a une chance sur deux de contracter un cancer. Les lobbies jouent là-dessus. » Sans parler de l'effet cocktail des multiples molécules que nous



Dr Philippe Hartemann, toxicologue.

ingérons, difficile à évaluer, ou des risques des pesticides de dernière génération dont les doses sont « si faibles qu'on ne sait même plus les doser ».

Pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché, le fabricant doit procéder aux études de toxicité selon un protocole européen. Les agences de santé européenne et nationales, comme l'Anses en France, examinent si ces protocoles sont respectés et analysent les résultats. Que fait la recherche publique française ? Rien. « La France est inexistante, à l'échelle mondiale, en matière de toxicologie. La pharmacologie a tué la toxicologie. Il n'y a aucune chance que cela s'améliore. Depuis deux ans, toutes les recherches publiques en santé-environnement sont arrêtées faute de crédits. Nos jeunes chercheurs s'en vont à l'étranger. »

Textes : Elisabeth Schulthess
Photos : Thierry Gachon

« Il y a des voies de progrès »

Le porte-parole de l'association Générations futures ne cesse d'alerter sur les dangers des pesticides. Et de proposer des alternatives.

Depuis 17 ans, François Veillerette dénonce les dangers pour la santé, l'eau, les sols et l'air des herbicides, des insecticides, des fongicides. Il critique l'agrochimie et l'agriculture productiviste. Il propose surtout d'autres voies, plus respectueuses de la santé et de l'environnement, notamment lors de la Semaine des alternatives aux pesticides qu'il a lancée il y a huit ans.

« Le rapport de la mission du Sénat est bon, reconnaît-il. Ses conclusions ne sont pas si éloignées de nos constats et des mesures que nous préconisons. Il fallait que ce soit dit : pesticides = danger. »

Reste à traduire dans les lois les 105 recommandations de cette mission. Et à faire respecter les lois. « Quand les textes ne sont pas appliqués, Générations futures fait des recours. Nous demandons à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, d'être plus transparente, de mettre en



François Veillerette.

ligne les autorisations de mise sur le marché avec les précautions d'emploi des produits, le type d'équipements de protection. Pour les agriculteurs, c'est important. »

Place à l'agronomie

L'évaluation des risques est complexe. « Une manière d'agir, c'est d'exclure du marché les substances qui présentent des risques, que l'on suspecte d'être cancérigènes ou perturbateurs endocriniens. C'est de faire appel au principe de

substitution, aux produits à risques plus faibles », explique-t-il.

« Une autre manière, c'est de faire plus de place à l'agronomie, à modifier les pratiques culturales, à choisir des variétés résistantes, à n'utiliser les produits de traitement qu'en dernier recours. » Il préconise les « systèmes de production intégrée » qui permettent de réduire les intrants, et donc les coûts et les effets sur l'environnement. « En Picardie, des agriculteurs ont réduit de 60 % les pesticides dans les cultures de blé : ils cherchent l'optimum économique par la rotation de cultures entre plusieurs agriculteurs, par la plantation de haies, par l'implantation de bandes enherbées. »

Il plaide pour la recherche dans la lutte biologique, pour l'innovation locale, le savoir-faire des jardiniers. Malgré le plan Ecophyto 2018 lancé en 2008, la France reste le 1^{er} pays européen utilisateur en quantité de pesticides, et le 3^e au monde. C'est le 19^e pays européen pour ses surfaces cultivées en bio : « Il y a beaucoup de voies de progrès pour réduire les pesticides. »

■ **SITE** www.generations-futures.fr

Conseil Régional d'Alsace / Conseil Général du Bas-Rhin / Conseil Général du Haut-Rhin

RÉFÉRENDUM DU 7 AVRIL

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE D'ALSACE

L'avenir de l'Alsace est entre vos mains, **VOTEZ !**

> RENSEIGNEZ-VOUS SUR www.referendum-alsace.fr